

source probable de revenu annuel ou en tant que facteur important quand il s'agit de déterminer si, dans l'ensemble, l'exploitation d'une ferme est satisfaisante."

Le succès remporté par le programme des prêts surveillés de l'Administration des terres destinées aux anciens combattants a été cité comme un exemple de l'aide qu'on pouvait apporter aux propriétaires de petites fermes. Des points de repère et des conditions ont été proposés dans certains mémoires. On y proposait entre autres: (1) la sélection minutieuse des candidats; (2) l'octroi de prêts assez importants pour permettre de transformer une ferme à faible rendement suffisamment étendue et rentable dont le revenu annuel serait convenable; (3) la mise sur pied de services compétents pour élaborer des projets et pour exercer une surveillance; (4) des conditions de remboursement flexibles et correspondant aux possibilités inhérentes de production des fermes agrandies.

Les dispositions visant la gestion surveillée font partie de données générales sur l'entretien et l'amélioration des méthodes éducatives dont il faut souligner l'importance dans un programme destiné aux agriculteurs. A maintes reprises on a mentionné l'excellent travail que les universités et les collèges d'agriculture accomplissent en assurant à leurs élèves de bonnes connaissances scientifiques et techniques grâce à des cours réguliers et à des travaux hors-cadre. Quelques-uns ont estimé qu'il faudrait aider tous les jeunes ruraux envisageant de se faire une carrière de l'agriculture à obtenir une saine formation scientifique, et qu'on devrait même leur offrir cette formation. On a souligné de façon particulière la nécessité d'une formation en matière de gestion agricole. L'agriculture d'aujourd'hui exige des connaissances technologiques et économiques à tout prix.

En même temps que le besoin de connaissances scientifiques pour les cultivateurs, la plupart des témoins ont souligné la nécessité qu'il y a de faire plus de recherches. La plupart ont insisté sur la nécessité d'études économiques accrues relativement à la production et à la vente des denrées agricoles, à la détermination de la dimension économique de l'entreprise agricole, au zonage rural, au genre de culture, à la réorganisation et au rajustement rural, à la migration urbano-rurale et à plusieurs autres sujets. La majorité des mémoires ont fait ressortir que l'information émanant des universités et des ministères fédéral et provinciaux d'Agriculture relativement aux recherches devait être coordonnée.

Pour ce qui est de la création d'un climat économique destiné à faciliter et à accroître le revenu gagné en dehors de la ferme et les occasions d'emploi, on a fait un certain nombre de propositions. Etant donné que les fermes à faible revenu produisent très peu aux fins de la vente, la consolidation de ces fermes et le déplacement des familles agricoles ne modifieraient pas pour la peine le rendement et les surplus. Cela ne suffirait pas à contrebalancer l'augmentation continue du rendement par acre, par unité animale et par travailleur. Le principal avantage que le pays tirerait d'une réduction du nombre des petites fermes inefficaces consisterait principalement dans l'amélioration des niveaux de vie, profitable à ceux qui seraient l'objet d'un déplacement, grâce à une meilleure répartition du revenu. Une production quelque peu accrue dans le secteur non agricole dans lequel travaillent les agriculteurs à faible revenu pourrait se produire. Cela fait songer au besoin qu'il y a de s'assurer que les familles déplacées seront vraiment mieux dans des emplois non agricoles.